28
septembre
1998

Règlement de fonctionnement de la commission de gestion et des finances

Etat au
25 mai 2010

La commission de gestion et des finances du Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu l'article 21 de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC), du 22 mars 1993¹⁾,

après consultation du Conseil d'Etat,

se donne le règlement de fonctionnement suivant:

Organisation
générale

Article premier²⁾ ¹La commission de gestion et des finances se réunit en règle générale:

- a) au mois de mars pour fixer ses propres objectifs budgétaires, discuter de l'importance des enveloppes des différents départements et donner d'éventuels mandats aux sous-commissions;
- b) aux mois d'avril, mai, juin et septembre pour prendre connaissance de l'état de préparation du budget;
- c) avant la session de décembre pour l'examen du budget;
- d) avant la session d'avril, ou de mars l'année des élections générales, pour l'examen des comptes et de la gestion;
- e) à l'occasion de l'examen de la planification financière;
- f) à la demande de son bureau, d'une sous-commission, d'un tiers de ses membres ou du Conseil d'Etat.

^{1bis}Les séances destinées à la gestion ont lieu une fois par mois à l'exception des mois de juillet et août, un jour de session du Grand Conseil.

²Au début de la législature et à mi-législature, la commission désigne son bureau, composé d'une présidente ou d'un président, d'une vice-présidente ou d'un vice-président et d'une rapporteure ou d'un rapporteur, pour une durée de deux ans.

Sous-commissions **Art. 2³⁾** ¹Au début de la législature, la commission se constitue en cinq sous-commissions chargées chacune de l'examen du budget et des comptes, ainsi que de la gestion d'un département.

²Les sous-commissions désignent au début de chaque exercice une présidente-rapporteure ou un président-rapporteur rééligible.

³Dans la mesure du possible, il est tenu compte, lors de la constitution des sous-commissions et de la désignation de la présidence, du parti de la cheffe

FO 1998 N° 85

¹⁾ RSN 151.10

²⁾ Teneur selon A du 24 juin 2008 (FO 2009 N° 8)

³⁾ Teneur selon A du 24 juin 2008 (FO 2009 N° 8)

ou du chef du département concerné. On évitera toute surreprésentation politique.

⁴Les sous-commissions se réunissent au moins quatre fois par année en présence de la cheffe ou du chef du département dont elles assument le contrôle.

⁵Elles peuvent recevoir des mandats particuliers de la commission.

Rapports
a) de la
commission

Art. 3 ¹La commission présente au Grand Conseil un rapport écrit à l'occasion de la présentation du budget, des comptes et de la planification financière.

²Elle peut également établir un rapport de sa propre initiative sur d'autres objets ou lorsqu'elle est saisie par le Grand Conseil ou le Conseil d'Etat. Elle prend alors l'avis du Conseil d'Etat.

b) des sous-
commissions

Art. 4⁴⁾ ¹En vue de la session du Grand Conseil réservée à l'examen des comptes et de la gestion, les sous-commissions présentent à la commission un rapport écrit sur la gestion du département dont elles assument le contrôle.

^{1bis}Elles peuvent aussi évoquer la gestion du département dont elles assument le contrôle dans le rapport préparé en vue de la session réservée à la présentation du budget.

²Les rapports des sous-commissions sont discutés en séance plénière et adoptés par la commission, le cas échéant après avoir été amendés.

Rapports du
contrôle cantonal
des finances

Art. 5⁵⁾ ¹Le contrôle cantonal des finances établit à l'intention de la commission un rapport annuel d'activité. Il informe sans délai la commission de la publication de chaque rapport. Les membres de la commission ont accès à l'ensemble des rapports.

²Les sous-commissions reçoivent sans délai les rapports du contrôle cantonal des finances concernant les services du département dont elles assument le contrôle.

³Une liste des rapports demandés est établie.

⁴Il n'est fait aucune diffusion de ces documents.

Mise à disposition
des documents

Art. 5a⁶⁾ Le Conseil d'Etat met les documents nécessaires à la disposition des membres de la commission et de ses sous-commissions suffisamment tôt avant le début de leurs séances.

Droits de la
commission et de
ses sous-
commissions

Art. 6 ¹La commission et ses sous-commissions peuvent demander dans le cadre de leur mandat:

a) toutes les pièces nécessaires à l'exercice de ce dernier;

b) des études de la part de l'administration cantonale (y compris le service de l'inspection des finances et le service d'organisation), de l'Institut du fédéralisme ou de tout autre tiers;

⁴⁾ Teneur selon A du 24 juin 2008 (FO 2009 N° 8)

⁵⁾ Teneur selon A du 24 juin 2008 (FO 2009 N° 8) et A du 25 mai 2010 (FO 2010 N° 22)

⁶⁾ Introduit par A du 24 juin 2008 (FO 2009 N° 8)

c) la participation à leurs réunions des fonctionnaires dont elles estiment la présence souhaitable ou nécessaire.

²La demande est adressée au chef du département concerné.

³Si celui-ci estime qu'il convient de refuser la consultation d'un document en raison d'intérêts prépondérants publics ou privés, ou la réalisation d'études demandées, il soumet la requête au Conseil d'Etat qui tranche en motivant son éventuel refus.

Féminisation des titres et fonctions **Art. 7** Les titres et fonctions cités dans le présent règlement s'entendent aussi bien au féminin qu'au masculin.

Entrée en vigueur **Art. 8** Le présent règlement entre en vigueur dès son adoption par la commission.